

**Unité bi-départementale
du Calvados et de la Manche**

Caen, le 7 février 2024

Nos réf. : 2024-083
Affaire suivie par : Anne PÉTRON
Tél. : 02 50 01 85 57 – Fax : 02 50 01 85 90
Courriel : anne.petron@developpement-durable.gouv.fr
ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Installations classées – Société Fromagère d'Orbec

Motifs du rapport :

- Examen du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement
- Modifications des installations et de leur mode de fonctionnement

Pétitionnaire : Société Fromagère d'Orbec
8 rue de Vimoutiers
14290 ORBEC

Références :

- Dossier de réexamen du 4 décembre 2020
- Dossier concernant le changement de la chaudière principale et de l'ajout d'une cuve de propane pour suppression de l'utilisation du fioul lourd sur le site du 21 octobre 2019
- Dossier concernant le remplacement des installations de production de froid du 9 mars 2020

Annexe : Synthèse du réexamen (extrait du dossier de réexamen)

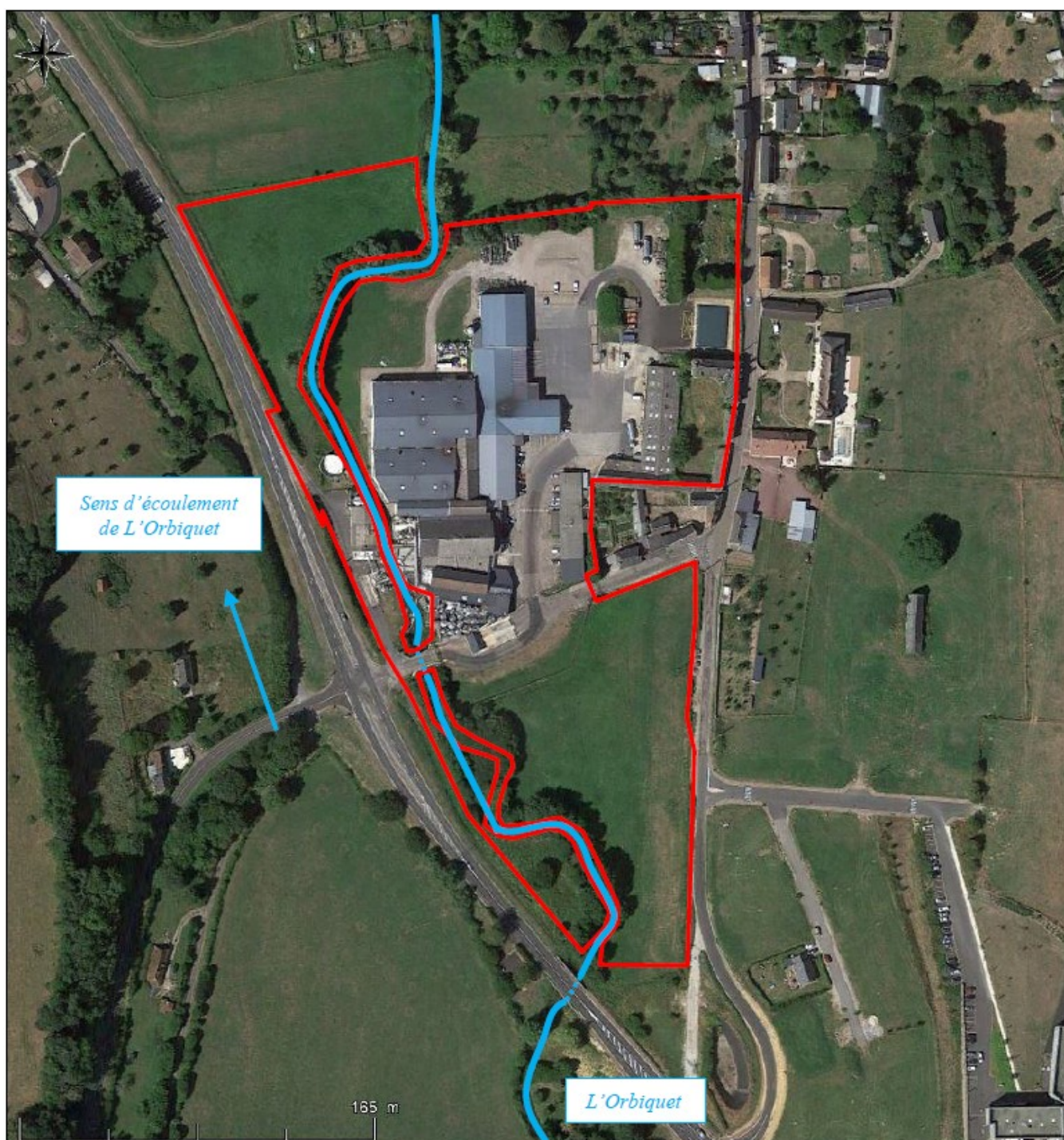
P.J : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

I - Présentation du site

La Société Fromagère d'Orbec, spécialisée dans la fabrication de camembert, et depuis 2007, dans la fabrication de « livarot » et « brin de paille » est un établissement qui relève de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. A cet effet, elle est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral actualisé du 28 avril 2014.

Au sens de l'article R. 515-61 du code l'environnement, la rubrique principale du site est la rubrique 3642 relative au traitement et à la transformation de matières premières animales et végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique sont celles des industries agroalimentaires et laitières.

L'ensemble des eaux usées industrielles sont envoyées pour traitement vers la station d'épuration urbaine.



Vue du site actuel

II - Directive IED

II.1 – Contexte réglementaire

II.1.1 – Meilleures techniques disponibles

La publication au Journal Officiel de l'Union Européenne le 04/12/2019 de la décision d'exécution sur les conclusions du 12/11/2019 sur les meilleures Techniques Disponibles pour les industries agroalimentaires (Best Available Techniques Reference Document for the Food, Drink and Milk Industries - BREF FDM) a déclenché le réexamen des conditions d'autorisation pour les installations concernées. Ce document fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associées à ces meilleures techniques disponibles (NEA-MTD). Le dépôt d'un dossier de réexamen des prescriptions applicables positionnant les activités par rapport aux MTD devait être réalisé avant le 04/12/2020 conformément aux dispositions des articles R. 515-70 à 73 du code de l'environnement.

La conformité aux MTD devra être effective dans un délai de 4 ans à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne de la décision, soit avant le 04/12/2023. La mise en œuvre de ces dispositions est actée par l'arrêté ministériel du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire.

II.1.2 – Rapport de base

Conformément aux dispositions de l'article L. 515-30 du code de l'environnement, un rapport de base qui décrit l'état du site doit être remis lors du premier réexamen. Le contenu du rapport de base est décrit au 3° du I. de l'article R. 515-59 du code de l'environnement. Il prévoit notamment qu'un tel rapport soit remis dès lors qu'une activité implique l'utilisation de substances dangereuses.

Dans le cadre de la présente instruction qui constitue le premier réexamen, l'exploitant a donc remis un rapport de base (rapport SEREA réf. SER19010/IED-1 de décembre 2020). Ce rapport de base identifie plusieurs impacts :

- en hydrocarbures, plomb, zinc et HAP au droit d'anciens stockages divers extérieurs et anciennes activités militaires situés à l'Est de l'usine ;
- en hydrocarbures et HAP dans les remblais à l'entrée du site, à l'Est du laboratoire ;
- en PCB dans les remblais, probablement lié aux anciennes activités du secteur à l'Est de l'usine, au niveau du parking ;
- en hydrocarbures dans les remblais, à l'Ouest de la chaufferie, sur la rive gauche de l'Orbiquet.

Le rapport émet des recommandations (p.139 et 140/143 du rapport) :

- délimitation préalable des impacts en cas de travaux d'aménagement sur ces zones ;
- caractérisation des déblais non inertes, en cas de travaux sur les secteurs à l'Est de l'usine, au niveau du parking ou au Nord du site, entre le stockage de matériel et palettes et les frigos d'expédition de produits finis de l'usine pour la détermination de leur gestion ;
- maintien du recouvrement de surface au droit des secteurs présentant des anomalies en métaux localisés au Nord et au Sud des garages et au Nord de l'usine.

Pour rappel, le rapport de base sert lors de la mise à l'arrêt de l'installation conformément aux dispositions de l'article R.515-75 du code de l'environnement. Son objectif est de permettre la comparaison de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines, entre l'état du site au moment de la réalisation du rapport de base et au moment de la mise à l'arrêt définitif de l'installation IED.

De plus, une surveillance périodique des eaux souterraines et des sols est réalisée selon les fréquences établies par l'article R. 515-60 du code de l'environnement, soit tous les 5 ans pour les eaux souterraines et tous les 10 ans pour les sols.

II.2 - Périmètre IED et conclusions MTD opposables

II.2.1 - Périmètre IED

On appelle « périmètre IED » le périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive relative aux émissions polluantes, dite directive IED (articles R. 512-58 et suivant du code de l'environnement). Ainsi, toutes les installations de ce périmètre doivent être exploitées conformément aux MTD.

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant a écarté du périmètre IED les installations suivantes :

- le laboratoire,
- l'atelier de maintenance,
- les locaux administratifs,
- les locaux sociaux,
- la station-service.

D'une manière générale ces installations auraient pu être comprises dans le périmètre IED mais comme il apparaît qu'elles n'ont pas d'effet par rapport aux émissions du procédé IED, cette demande d'exclusion n'appelle pas d'observation particulière.

II.2.2 - MTD opposables

L'exploitant a indiqué dans son dossier la liste des MTD applicables à ses installations. Cette liste n'appelle pas d'observation particulière. Les principales MTD opposables sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Rubrique IED - Libellé	Conclusions MTD et autres documents de référence
<u>Rubrique IED : 3642-1</u> Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1. Uniquement de matières premières animales avec une capacité de production supérieure à 75 t de produits finis par jour.	MTD Agroalimentaire (BREF FDM) : MTD générales applicables (MTD 1 à MTD 15) : <ul style="list-style-type: none">• Système de management environnemental ;• Protection des ressources en eau ;• Prévention et gestion des déchets ;• Réduction des nuisances olfactives ;• Gestion de l'efficacité énergétique. MTD spécifiques applicables aux laiteries (MTD 21 à MTD 23) : À noter que le site ne procède pas au séchage de lait. Le dossier exclu donc la MTD 5 (suivi des émissions canalisées) et la MTD 23 (réduction des émissions atmosphériques canalisées).

Le pétitionnaire a réalisé une analyse de conformité selon le tableau joint :

BREF	N° MTD	Titre MTD	Domaine MTD	MTD prise en compte par le site (Oui/Non)	Périmètre d'application MTD (périmètre IED / certaines installations (à préciser))
FDM 2019	1	Appliquer un Système de Management Environnemental	Générique	Oui	Site entier
	2	Suivre les consommations (eau, énergie, MP) et les émissions (eau, air)	Générique	Oui	Site entier
	3	Suivre les paramètres des eaux usées	Générique	Oui	Site entier
	4	Suivre les paramètres des eaux usées conformément aux normes analytiques	Générique	Oui	Site entier
	5	Suivre les émissions canalisées dans l'air conformément aux normes analytiques	Générique	Non	Procédé de séchage
	6	Améliorer l'efficacité énergétique	Produits laitiers	Oui	Périmètre IED
	7	Réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux rejetés	Produits laitiers	Oui	Périmètre IED
	8	Limiter l'utilisation de substances dangereuses	Générique	Oui	Site entier
	9	Utiliser des fluides frigorigènes sans potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire (GWP) pour le refroidissement et la congélation	Générique	Oui	Installations frigorifiques utilisées pour refroidissement et la congélation
	10	Utiliser les ressources efficacement	Générique	Oui	Périmètre IED
	11	Éviter les émissions accidentelles dans l'eau	Générique	Oui	Site entier
	12	Réduire les émissions dans l'eau	Générique et Produits laitiers	Oui	STEP interne
	13	Appliquer un plan de gestion des émissions sonores	Générique	Oui	Site entier
	14	Réduire les émissions sonores	Générique	Oui	Périmètre IED
	15	Appliquer un plan de gestion des odeurs	Générique	Oui	Site entier
	21	Accroître l'efficacité énergétique par des techniques appliquées au secteur laitier	Produits laitiers	Oui	Périmètre IED
	22	Réduire la quantité de déchets à éliminer	Produits laitiers	Oui	Périmètre IED
	23	Réduire les émissions atmosphériques canalisées de poussières issues du séchage	Produits laitiers	Non	Procédé de séchage

II.3 - Positionnement par rapport aux niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) et aux niveaux de performances environnementales associés aux MTD (NPEA-MTD)

Le dossier de réexamen ne contient aucune demande de dérogation ou d'aménagement par rapport aux niveaux d'émissions et de performance par rapport aux niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD et NPEA-MTD).

Comme rappelé ci-avant, le pétitionnaire n'a pas étudié les MTD n°5 et n°23 du BREF FDM, car le site n'est pas équipé de procédés de séchage. Ce point n'appelle pas d'observation particulière.

L'examen des autres MTD du BREF FDM réalisé par l'exploitant conclut à leur conformité, à l'exception des MTD n° 1 et 4.

Cas de la MTD n°1 : Système de management environnemental

Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME).

La SOCIETE FROMAGÈRE D'ORBEC s'engage à être certifiée ISO 14001 pour décembre 2023 (L'audit de certification a été réalisé en septembre 2023).

Cas de la MTD n°4 : surveillance des émissions dans l'eau

Le BREF FDM demande pour la MTD n°4, en cas de rejet direct dans une masse d'eau réceptrice, l'analyse des substances suivantes :

Substance/paramètre	Norme(s)	Fréquence minimale de surveillance (*)	Surveillance associée a
Demande chimique en oxygène (DCO) (?) (?)	Pas de norme EN	Une fois par jour (*)	MTD 12
Azote total (NT) (?)	Plusieurs normes EN (par exemple, EN 12260, EN ISO 11905-1)		
Carbone organique total (COT) (?) (?)	EN 1484		
Phosphore total (PT) (?)	Plusieurs normes EN (par exemple, EN ISO 6878, EN ISO 15681-1 et -2, EN ISO 11885)		
Matières en suspension totales (MEST) (?)	EN 872	Une fois par mois	—
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅) (?)	EN 1899-1		
Chlorures (Cl)	Plusieurs normes EN (par exemple, EN ISO 10304-1,	Une fois par mois	—

L'arrêté ministériel du 27/02/20 précise que lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

Actuellement, le site ne mesure pas les chlorures dans ses rejets d'eaux usées.

Conclusion pour la MTD n°4 :

La Société Fromagère d'Orbec s'engage dans le dossier de réexamen déposé à effectuer une analyse des chlorures mensuellement à compter de décembre 2023.

Cas de la MTD n°12 : surveillance des émissions dans l'eau

Les niveaux d'émission associés aux MTD (NEA-MTD) pour les émissions dans l'eau se rapportent aux émissions directes dans une masse d'eau réceptrice.

L'arrêté ministériel du 27/02/20 précise que lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites (VLE) de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 III, c'est-à-dire en prenant en considération le traitement par la station urbaine pour autant qu'elles garantissent un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble et qu'il n'en résulte pas une augmentation des charges polluantes dans le milieu.

Une étude d'optimisation du fonctionnement de la STEU est en cours (diagnostic réalisé et travaux définis). A l'issue de cette opération, la convention de rejet entre l'industriel et la STEU sera révisée en lien avec l'inspection des installations classées pour mise à jour des VLE de l'arrêté préfectoral si nécessaire.

II.2.3 – Avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation

Dans son dossier, l'exploitant a déclaré qu'il était nécessaire de revoir les prescriptions de son arrêté vis-à-vis des impacts sur son environnement et des enjeux locaux, au regard des trois situations mentionnées au III de l'article R. 515-70 du code de l'environnement. Pour mémoire les trois situations sont :

- La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;
- Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

III – Modifications des installations

III.1 – Descriptions des modifications

III.1.1 – Remplacement de la chaudière principale et installation d'une cuve de propane

Un dossier de modification a été déposé en date du 17 octobre 2019 à la préfecture du Calvados concernant le remplacement de la chaudière principale, le passage du fuel lourd au gaz et l'implantation d'un stockage de propane.

L'ajout d'un stockage de 30,64 tonnes de propane entraîne le passage à déclaration pour la rubrique 4718.

Par conséquent, les installations doivent être conformes aux prescriptions des arrêtés ministériels du 7 janvier 2003 et du 23 août 2005, et notamment les distances d'éloignement réglementaires.

III.1.2 – Réaménagement des équipements de production de froid

Dans son dossier du 5 mars 2020, la Société Fromagère d'Orbec indique mettre à l'arrêt et démanteler les 9 équipements frigorifiques utilisant des gaz à effet de serre fluorés pour les remplacer par des installations de production de froid fonctionnant au HFO (HydroFluoro-Oléfines), fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire.

Les HFO n'étant pas listés dans l'annexe 1 du règlement n°517/2014 du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, ils ne sont pas visés par la rubrique 1185.

Par courrier du 26 avril 2021, la Société Fromagère d'Orbec a informé l'inspection des installations classées de la mise à l'arrêt définitif du prélèvement dans les eaux de surface pour le refroidissement en circuit ouvert de ses installations.

III.1.3 – Révision des rejets vers la station urbaine

Par courrier du 2 décembre 2022, la Société Fromagère d'Orbec a transmis une demande de dérogation relative au débit de rejet des effluents vers la station d'épuration urbaine (STEU).

Cette demande de dérogation (dépassement du débit autorisé de 600 m³/j) avait pour objet la réalisation d'essai de fonctionnement du bassin tampon afin de lisser les charges polluantes et limiter les fluctuations de pH et d'évaluer l'impact de ce fonctionnement sur les capacités de traitement de la STEU. Elle fait suite à la réunion du 21 novembre 2022 sur les premiers constats du bureau d'études concernant l'optimisation du traitement réalisé par la STEU. En effet, les premiers éléments ont identifié une marge possible concernant la charge hydraulique globale alors que les débits horaires (débit de pointe) sont régulièrement en dépassement.

Cette dérogation a été accordée en date du 19 décembre 2022 pour une durée de 2 mois étant donné que cette modification pourrait avoir des impacts positifs sur le traitement réalisé par la STEU.

Suite à la période d'essai, le bureau d'études en charge de l'optimisation du fonctionnement de la STEU indique qu'*« il est indéniable que les modifications apportées sur les installations : le mode de fonctionnement du bassin de la Société Fromagère d'Orbec afin de lisser au mieux la qualité des effluents, la régulation concernant l'aération, permettent d'en améliorer le fonctionnement sans toutefois répondre à l'intégralité de la problématique »*.

Par conséquent, et conformément aux échanges du 6 avril 2023 avec l'ensemble des acteurs concernés, ce mode de fonctionnement du bassin tampon peut être pérennisé. Le débit maximal est donc augmenté à 700 m³/j.

III.2 – Analyse et proposition de l’inspection des installations classées

III.2.1 – Rappel du contexte réglementaire

Les dossiers de demande de modifications des modalités de gestion des installations ont été déposés par l’exploitant en application de l’article L. 181-14 du code de l’environnement, qui stipule notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l’autorisation environnementale est soumise à la délivrance d’une nouvelle autorisation, qu’elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l’autorité administrative compétente pour délivrer l’autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l’article L.181-32.

L’autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l’occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s’il apparaît que le respect de ces dispositions n’est pas assuré par l’exécution des prescriptions préalablement édictées. »

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l’article L.181-14 du Code de l’environnement, si elle satisfait à au moins l’une des trois situations fixées à l’alinéa I de l’article R.181-46 du Code de l’environnement rappelées ci-dessous :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l’article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l’objet d’une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l’article R.122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l’environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l’article L.181-3.

La délivrance d’une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l’autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l’alinéa II de l’article R.181-46 du Code de l’environnement rappelées ci-après :

« II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d’exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu’aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l’article L.181-1 inclus dans l’autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l’autorisation avec tous les éléments d’appréciation.

S’il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181-18, R.181-19, R.181-21 à R.181-32 et R.181-33-1 que la nature et l’ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l’article L.123-19-2 ou, lorsqu’il est fait application du III de l’article L.122-1-1, de l’article L.123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l’autorisation environnementale dans les formes prévues à l’article R.181-45. »

III.2.2 – Analyse de la substantialité des demandes de modifications

Le projet de modifications des installations et de leur fonctionnement constitue une modification d'une ICPE. Par conséquent, son caractère substantiel doit être évalué au regard des critères de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

→ Critère 1 de l'article R. 181-46 du code de l'environnement

On entend par extension pour une ICPE, au regard du R. 181-46-1° :

- une nouvelle activité permanente non couverte par les rubriques ICPE du site, indépendamment d'éventuels changements de nomenclature d'une activité déjà existante ;
- une extension de capacité, dans l'unité de mesure de la nomenclature ;
- une extension géographique ayant un impact sur l'usage du sol au-delà des limites précédentes de l'exploitation.

Le projet ne prévoit pas ni de nouvelle activité ou d'augmentation de la capacité autorisée ni d'extension géographique.

Le projet ne constitue donc pas une modification substantielle au regard du critère 1 de l'article R. 181-46.

→ Critère 3 de l'article R. 181-46 du code de l'environnement

- Maîtrise des risques accidentels

Les modalités d'implantation (respect des distances d'éloignement et localisation en dehors des zones d'effets des installations existantes) et de sécurisation (présence des moyens de secours) du stockage de propane ont été vérifiées lors de l'inspection du 15 novembre 2019.

L'Inspection considère que les mesures prévues pour maîtriser les risques sont adaptées.

- Maîtrise des impacts sur les eaux superficielles

L'arrêt du circuit de refroidissement ouvert permet de suspendre le régime dérogatoire accordé à la Société Fromagère d'Orbec. En effet, l'article 14 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation interdit la réfrigération en circuit ouvert sauf « accord explicite dans l'arrêté préfectoral. »

- Nuisances sonores

Les modifications du site auront un impact négligeable sur les nuisances sonores émises par l'établissement.

- Émissions atmosphériques

Le changement de combustible de la chaudière a un impact favorable sur les émissions atmosphériques de l'établissement.

De même, le remplacement des installations de production du froid permet l'utilisation d'un fluide possédant un potentiel de réchauffement planétaire (PRP) bien plus faible.

=> Les conditions d'aménagement et d'exploitation tels que proposées permettent de prévenir les dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. La modification n'est donc pas considérée comme substantielle au regard du critère 3 de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

IV – Évolution de la réglementation et de la nomenclature des installations classées

IV.1 – Évolution de la nomenclature des installations classées

Le décret du 3 mars 2014 a modifié la nomenclature des installations classées afin de tenir compte de la directive Seveso III 2012/18/UE et du règlement CLP n° 1272/2008 relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et des mélanges.

Les nouvelles dénominations des classes, catégories et mentions de danger créées par le règlement CLP sont introduites. Sont revues en conséquence les quantités ("seuils Seveso") de substances ou mélanges dangereux qui peuvent être à l'origine d'accidents majeurs ou qui présentent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations ou pour l'environnement.

Au final, au 1^{er} juin 2015, de nombreuses rubriques « 1000 » ont été supprimées et remplacées par les rubriques « 4000 ». La rubrique 1136 (emploi d'ammoniac) est ainsi devenue la rubrique 4735.

Le décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017 a supprimé le double classement dans les rubriques 2230 (traitement du lait) et 3642 (Traitement de matières premières animales et végétales).

Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié les règles de classement dans les rubriques 1510 (Entrepôts), 1511 (Entrepôts frigorifiques), 2662 / 2663 (Stockage de polymères), 1530 (Stockage de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues) et 1532 (Stockage de bois). En effet, si les différents produits sont stockés dans des locaux communs ou proches à des volumes conséquents, alors les stockages relèvent uniquement de la rubrique 1510. L'exploitant a transmis, le 21 décembre 2021, une déclaration d'antériorité relative à ses installations de stockage de matières combustibles. Au vu de ces éléments, les stockages intérieurs relèvent de la seule rubrique 1510 sous le régime de l'enregistrement et sont soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicables aux installations existantes selon les modalités définies à l'annexe VII. Les quantités stockées en extérieur (bois et matières plastiques) sont inférieures aux seuils de classement des rubriques 1532 et 2663.

IV.2 – Rejets dans les eaux superficielles

L'arrêté ministériel du 24 août 2017 dit « AM RSDE » a modifié, dans une série d'arrêtés ministériels, les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement. Il a fait évoluer la partie relative aux émissions dans l'eau et à la surveillance des rejets aqueux afin de prendre en compte les exigences européennes formulées dans la Directive 2000/60/CE. Il s'agit désormais de prescrire des valeurs limites d'émission normalisées dans l'eau notamment pour de nouvelles substances qui n'étaient pas jusqu'à présent réglementées. En 2020 et sur la base des éléments dont disposait la DREAL, une transcription de l'arrêté du 24 août 2017 a été réalisée dans le cas de la Société Fromagère d'Orbec conduisant à l'ajout de normes concernant les paramètres zinc et chloroforme.

IV.3 – Stockage d'acide nitrique

La Commission européenne a publié le 11 août 2020 la 15e ATP (Adaptation au Progrès Technique) qui recense les nouvelles classifications harmonisées pour certaines substances, dont celui de l'acide nitrique. Ce produit est désormais à classer, si sa concentration est inférieure à 70 %, dans la rubrique 4130 - Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. La Société Fromagère d'Orbec a procédé à la déclaration d'antériorité en date du 20 juillet 2021.

Au vu des quantités susceptibles d'être stockées (24,41 tonnes), les installations sont désormais soumises à autorisation pour la rubrique 4130.

Suite aux modifications sollicitées et aux évolutions réglementaires, les activités du site relèveront des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Description des installations
3642-1	A	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1. Uniquement de matières premières animales avec une capacité de production supérieure à 75 t de produits finis par jour.	La capacité maximale journalière de production étant de 200 tonnes/jour
4130-2	A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t	Le stockage d'acide nitrique étant de 24,41 t
2910-A	DC	Combustion Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2 chaudières La puissance thermique maximale étant de 7,35 MW
4718-2	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	La quantité maximum susceptible d'être présente étant de 31,912 t
1185-2.a	NC	Gaz à effet de serre fluorés – Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Les fluides utilisés ne sont pas visés par la rubrique
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t	La quantité totale étant de 5,56 t

Rubrique ICPE	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Description des installations
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	La quantité totale étant de 4,2 t
4734-2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant inférieure à 50 t	La quantité maximum susceptible d'être présente étant de 19,2 t, en stockage aérien

Rubrique IOTA	Régime (*)	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation
1.1.2.0	A	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an	Le prélèvement maximal est de 218 400 m ³ /an
3.1.2.0	A	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m	Déviation de l'Orbiquet sur 170 m Point de rejet des eaux pluviales Pont d'accès au site Passerelle piétons
3.2.2.0	A	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau ; surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ²	La surface est de 28 000 m ²
1.1.1.0	D	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	3 piézomètres et 1 forage présents sur le site

Rubrique IOTA	Régime (*)	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation
2.1.5.0	D	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol. La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	La surface est de 5,25 ha

* A = Autorisation, E = Enregistrement, D = Déclaration, NC = Non classé

V – CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Après examen des dossiers transmis, l'inspection des installations classées considère que les modifications ne sont pas substantielles, et ne sont donc pas soumises à la délivrance d'une nouvelle autorisation.

Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer les modifications par un arrêté préfectoral complémentaire.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe. Il a été communiqué à l'exploitant par l'inspection.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Calvados d'indiquer à la Société Fromagère d'Orbec qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation et d'encadrer cette modification par l'arrêté préfectoral ci-joint.

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Validation	Rédacteur L'inspectrice de l'environnement	Vérificateur Le référent régional « eau »	Approbateur Le chef de l'équipe Risques Chroniques
	Anne PÉTRON	Stéphane TASSAING	Arnaud PICHONNEAU
	Rédigé le : 7 février 2024	Vérifié le : 7 février 2024	Adopté le :

Annexe - Synthèse du réexamen

(extrait du dossier de réexamen de la Société Fromagère d'Orbec)

4. RECAPITULATIF DES ENGAGEMENTS MTD

Légende :

C : Conforme

NC : Non Conforme

SO : Sans Objet

Référence de la MTD	Conformité du site	Engagement	Délai maximal
MTD n°1	NC	Engagement à obtenir et maintenir un SME certifié ISO 14 001.	Décembre 2023
MTD n°2	C	Engagement à maintenir à jour et à réexaminer régulièrement un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux afin d'utiliser plus efficacement les ressources et de réduire les émissions.	-
MTD n°3	C	Engagement à maintenir la stratégie de surveillance des paramètres des eaux usées conformément à la MTD3.	-
MTD n°4	NC	Engagement à suivre les chlorures conformément aux normes analytiques : - 1 analyse par trimestre à partir de janvier 2021 - 1 analyse par mois à partir de décembre 2023	Décembre 2023
MTD n°5	SO	-	-
MTD n°6	C	Engagement à maintenir l'amélioration de son efficacité énergétique via une combinaison appropriée de techniques courantes.	-
MTD n°7	C	Engagement à maintenir l'utilisation des techniques afin de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux rejetés.	-
MTD n°8	C	Engagement à maintenir l'utilisation de ces techniques afin d'éviter ou de réduire l'utilisation de substances dangereuses.	-
MTD n°9	C	Engagement à maintenir l'utilisation de fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire	-
MTD n°10	C	Engagement à maintenir des techniques permettant d'utiliser les ressources efficacement.	-
MTD n°11	C	Engagement à maintenir un dispositif de confinement associé à une capacité appropriée de stockage des eaux résiduaires.	-

MTD n°12	SO	-	-
MTD n°13	C	Engagement à maintenir son plan de gestion des émissions sonores.	-
MTD n°14	C	Engagement à maintenir l'utilisation de ces techniques afin de réduire les émissions sonores.	-
MTD n°15	C	Engagement à maintenir un plan de gestion des odeurs	-
MTD n°21	C	Engagement à maintenir l'utilisation de ces techniques afin d'accroître l'efficacité énergétique.	-
MTD n°22	C	Engagement à maintenir l'utilisation de ces techniques afin de réduire la quantité de déchets à éliminer.	-
MTD n°23	SO	-	-